

Accord professionnel
ZONE COMMERCIALE DE PLAN-DE-CAMPAGNE
(Bouches-du-Rhône)

AVENANT DU 10 JUILLET 2017
À L'ACCORD DU 27 NOVEMBRE 2009
RELATIF À L'OUVERTURE DU DIMANCHE ET
À LA DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL
NOR : ASET1750836M

Entre
UPE 13
MEDEF 13
U2P
CPME 13

D'une part, et

CGT-FO
CFTC
CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

UNE ZONE COMMERCIALE CARACTÉRISÉE PAR UN DIALOGUE SOCIAL CONSTRUCTIF

Le premier accord de la zone commerciale de Plan-de-Campagne a été signé le 23 janvier 2002 pour une durée de 5 ans.

Il s'agissait alors, près de 35 ans après la première implantation du centre dit « Barneoud », de pérenniser cette zone tant sur le plan économique que social, en préservant l'ouverture du dimanche.

En janvier 2007, face à l'état de délabrement dans lequel se trouvait la zone de Plan-de-Campagne, que ce soit en matière de circulation, de stationnement, de lutte contre les diverses pollutions, ou de la plus élémentaire sécurité, les partenaires sociaux ont été forcés d'admettre que le retour au droit commun ne pouvait qu'être échelonné, pour permettre d'éviter les licenciements et mobiliser en contrepartie les investisseurs privés et publics, pour engager les travaux nécessaires, pour sécuriser et dynamiser cette zone.

C'est dans ce contexte qu'un nouvel accord dénommé accord de méthode, relatif à l'application du droit commun concernant l'ouverture dominicale et au développement dans la zone commerciale de Plan-de-Campagne sera signé le 24 janvier 2007.

Cet accord de méthode envisageait qu'à la demande des partenaires sociaux, des réunions soient organisées, en liaison avec le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec les collectivités territoriales, les services compétents de l'État et les investisseurs privés pour mettre en place un programme d'investissements portant sur la diversification des activités, la sécurisation et l'accessibilité de la zone, ainsi qu'un programme de réalisation d'infrastructures qui serait à même de garantir la pérennité de la zone de Plan-de-Campagne.

Ces réunions n'ont pu être organisées en coordination avec le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Compte tenu du délai imparti par l'accord de méthode du 24 janvier 2007 et le temps s'écoulant, les partenaires sociaux ont dû prendre l'initiative :

- de réunir notamment les collectivités territoriales, les investisseurs privés ;
- de travailler avec la chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence, en s'appuyant sur ses études en matière de sécurité, zones inondables... ;
- de travailler également avec des experts à l'élaboration des programmes susvisés.

Les partenaires sociaux ayant constaté le défaut d'engagement de l'État et des collectivités locales sur un programme précis pouvant garantir la pérennité de la zone de Plan-de-Campagne sur le plan social et le plan économique ont donc mis fin à l'accord de méthode du 24 janvier 2007, conformément à ses dispositions.

Les entreprises de Plan-de-Campagne traversant de nouvelles difficultés conduisant à des licenciements, il a été démontré une nouvelle fois qu'en l'état, le retour brutal au droit commun aurait des conséquences graves, tant sur le plan social, que sur le plan économique.

Afin de pallier à ces conséquences, donner une nouvelle chance à cette zone et protéger les salariés et les entreprises, les partenaires sociaux par accord en date du 19 juillet 2007 se sont mis d'accord sur un retour au droit commun sur la zone de Plan-de-Campagne dans un délai expirant le 30 juin 2008.

La loi Maillé promulguée le 10 août 2009 va occasionner la signature d'un troisième accord en date du 27 novembre 2009, modifié par avenant du 13 juin 2013, par lequel, les partenaires sociaux ont reconnu que pour la rentabilité des commerces installés et s'installant sur la zone de Plan-de-Campagne, il était apparu nécessaire et indispensable que l'activité s'y déroule également le dimanche.

PRÉAMBULE

La modification de l'accord du 27 novembre 2009, (modifié par l'avenant du 13 juin 2013) n'étant pas de la volonté des partenaires sociaux, mais imposée par la nécessaire mise en conformité avec la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite « Loi Macron », ne porte que sur les 6 points suivants :

- les périmètres d'usage de consommation exceptionnelle (PUCE) créés avant la publication de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite « loi Macron » en application de l'article L. 3132-25-2 du code du travail dans sa rédaction antérieure à la loi susvisée au présent paragraphe, constituent de plein droit des zones commerciales au sens de l'article L. 3132-25-1 nouveau du code du travail, article 1^{er} du présent avenant ;
- le volontariat pour travailler le dimanche affirmé dans le présent préambule
- la prise en compte de l'évolution de la situation personnelle des salariés privés de repos dominical ;
- article 3 du présent avenant ;
- les engagements pris en termes d'emploi, ou en faveur de certains publics en difficultés, ou de personnes atteintes de handicap(s), article 2 du présent avenant ;

- les mesures destinées à faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et la vie personnelle – article 3 du présent avenant ;
- les contreparties pour compenser les charges induites par la garde des enfants – article 4 du présent avenant.

L'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013 répond aux autres points prévus par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015.

Le présent avenant a pour objet exclusif de mettre en conformité les dispositions de l'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013 avec la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 de façon à permettre la poursuite de l'application dudit accord.

En effet, l'article 257 – II de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dispose :

- que les périmètres d'usage de consommation exceptionnelle (PUCE) constituent de plein droit des zones commerciales au sens de l'article L. 3132-25-1 du code du travail ;
- que les accords collectifs ayant institué des PUCE dans le cadre des dispositions antérieures à la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, demeurent applicables jusqu'au 1^{er} août 2017.

Les parties signataires confirment les principes fondateurs de l'accord du 27 novembre 2009 tels qu'ils sont exprimés dans son préambule et entendent que l'esprit qui a présidé à la signature et à l'application de cet accord soit respecté.

Les parties signataires tiennent à mettre en exergue les points suivants :

- les parties signataires précisent, conformément aux dispositions légales en vigueur, que seuls les salariés volontaires peuvent travailler le dimanche. Une entreprise ne peut prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher. Le salarié qui refuse de travailler le dimanche ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. Le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute, ou un motif de licenciement ;
- les parties signataires soulignent et renforcent en second lieu les missions de la commission de suivi créée par le paragraphe 13 de l'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013 qui veille et garantit la bonne application du présent accord ;
- les parties signataires rappellent enfin que conformément aux dispositions légales en vigueur (pour mémoire : art. L. 3132-1 du code du travail), il est interdit de faire travailler un même salarié plus de 6 jours par semaine.

Pour rappel :

L'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013 a permis de définir les contours d'une ouverture dominicale indispensable :

- pour le développement économique des commerces installés et s'installant sur la zone de Plan-de-Campagne, et ;
- pour l'accompagnement des salariés et la pérennité des emplois.

Dans ces conditions, les partenaires sociaux rappellent le nécessaire respect de l'engagement moral d'ouvrir 6 jours sur sept, pris lors de la signature de l'avenant du 13 juin 2013, garant d'un équilibre économique préservant la pérennité de la zone et l'ouverture dominicale.

Les partenaires sociaux incitent les entreprises à respecter l'engagement moral, figurant parmi les mesures protectrices de l'accord.

Dans le cadre de la commission de suivi, les partenaires sociaux, conscients des évolutions législatives, des possibles modifications du contexte économique s'engagent à étudier l'impact sur la zone commerciale de Plan-de-Campagne, à apporter toutes modifications nécessaires au présent accord, afin de ne pas déstabiliser les équilibres économiques de la zone commerciale de Plan-de-Campagne.

À ce stade et au jour de la signature du présent avenant, il est nécessaire de rappeler qu'outre Plan-de-campagne, seule la zone touristique de Marseille et les dix communes classées communes touristiques peuvent ouvrir le dimanche dans les Bouches-du-Rhône.

Ces communes sont Aix-en-Provence, Arles, Les Baux-de-Provence, Cassis, La Ciotat, Istres, Marseille, Martigues, La Roque-d'Anthéron, Les Saintes-Maries-de-la-Mer, Saint-Rémy-de-Provence.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans toutes les dispositions de l'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013 où il en fait mention, l'expression « zone PUCE Plan-de-Campagne » est remplacée par « Zone commerciale de Plan-de-Campagne ».

Article 2

Le paragraphe 7 de l'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans cette optique, les entreprises de la zone sont incitées à diffuser le plus largement possible leurs offres d'emploi auprès des organismes d'insertion et de placement, tels que Pôle emploi, les missions locales, Plie, Cap Heda, Sameth, etc.

Des actions de sensibilisation et d'information pourront également être organisées auprès des entreprises de la zone commerciale par les organismes ci-dessus visés, et tous autres organismes, susceptibles de favoriser et contribuer à l'emploi et l'insertion professionnelle et sociale des publics en difficulté et des personnes atteintes de handicap(s). »

Article 3

Après le paragraphe 10 de l'accord de l'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013, il est inséré un paragraphe 10 *bis* rédigé comme suit :

« Paragraphe 10 *bis*

Afin de prendre en compte l'évolution de la situation personnelle des salariés privés de repos dominical, les parties conviennent que dans le cadre de l'entretien professionnel, tel que prévu par les dispositions légales, un temps d'échange soit réservé en vue d'aborder les conséquences du travail dominical et les éventuelles difficultés qu'ils pourraient éprouver pour concilier leur vie professionnelle, avec leur vie personnelle et familiale. »

Article 4

Après le paragraphe 10 *bis* de l'accord de l'accord du 27 novembre 2009, modifié par l'avenant du 13 juin 2013, il est inséré un paragraphe 10 *ter* rédigé comme suit :

« Paragraphe 10 *ter*

Conscientes du coût des frais de garde induits par le travail dominical, les entreprises et établissement de la zone commerciale de Plan-de-Campagne participent au financement des frais de garde du, ou des enfants de moins de moins de 10 ans (moins de 16 ans dans le cas d'un enfant atteint de handicap [s]), dans les conditions suivantes :

- prise en charge de 50 % des frais de garde engagés par le (la) salarié(e) et limités à la moitié des dimanches effectivement travaillés sur l'année civile;
- l'année civile s'entendant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

La prise en charge s'effectue sur la base du taux horaire brut du Smic en vigueur majoré de 15 %.

Le montant de la participation aux frais de garde tels que susvisés est indépendant du nombre d'enfants concernés et s'apprécie par foyer.

Seules les dépenses directement liées aux frais de garde du, ou des enfants sont prises en compte (sont exclus notamment les dépenses annexes, telles que les frais de nourriture, les frais d'activités sportives, culturelles...).

Cette participation de l'entreprise sera accordée au salarié sur justification de sa part des frais engagés par lui, à savoir :

- en cas de recours à une garde d'enfant(s) : présentation de la déclaration de salaire établie auprès du CESU, ou l'attestation récapitulative des salaires versés délivrés par le CESU, ou organisme équivalent ;
- en cas de recours à un organisme dûment déclaré et habilité à la garde d'enfants conformément à la réglementation en vigueur : la facture dudit organisme établie dimanche par dimanche.

La prise en charge sera établie et réglée mensuellement.

Les partenaires sociaux s'engagent à promouvoir sur la zone commerciale de Plan-de-Campagne un mode de garde collectif, ouvert le dimanche et correspondant aux besoins des salariés employés sur ladite zone. »

Article 5

Le paragraphe 13 de l'accord de l'accord du 27 novembre 2009 modifié est rédigé comme suit :

« Paragraphe 13

En vue de la mise en œuvre du présent accord, il est constitué une commission de suivi composée de l'ensemble des parties signataires. Elle se réunira au moins deux fois par an. Elle a compétence pour examiner notamment :

- les pratiques des entreprises de la zone ;
- les résultats de l'application du présent accord sur le plan social et économique ;
- les éventuelles difficultés d'interprétation et d'application du présent accord ;
- l'évolution des contreparties en fonction de l'évolution économique de la zone commerciale de Plan-de-Campagne ;
- l'évolution de l'environnement économique, social et concurrentiel sur les Bouches-du-Rhône.

Elle pourra à l'unanimité de ses membres utiliser toutes les voies de droit susceptibles d'apporter une solution adaptée à ou aux difficultés constatées.

Elle aura également pour mission de veiller à la mise en œuvre du ou des plans de sécurité définis par la préfecture et les collectivités territoriales ou régionales compétentes ainsi qu'à leur évolution afin d'assurer un développement harmonieux de la zone commerciale de Plan-de-Campagne dans l'intérêt des salariés et des entreprises.

La commission pourra être également réunie en cas d'urgence à la demande d'une des parties signataires dans un délai maximum de 1 mois. La demande devra être adressée par écrit auprès du secrétariat de la commission de suivi. »

Article 6

Tous les paragraphes et alinéas de paragraphes de l'avenant du 13 juin 2013 non visés et modifiés expressément par le présent avenant restent en vigueur.

Article 7

L'accord du 27 novembre 2009 modifié par l'avenant du 13 juin 2013 et le présent avenant sont conclus pour une durée indéterminée.

Fait à Marseille, le 10 juillet 2017

(Suivent les signatures.)